

années que notre puissance militaire diminue? Ce n'est certainement pas le chef de notre parti. En fait, cela a été l'histoire de notre pays. Si nous n'accordons pas d'importance à certains aspects qui assurent une véritable souveraineté, nous ramènerons peut-être bien notre constitution, mais nous risquerons de perdre un jour notre indépendance. On ne peut pas tout bonnement ramener un statut au pays sans s'occuper de l'essentiel de ce qui constitue un pays.

On présente maintenant la constitution comme une panacée. Maintenant que nous sommes aux prises avec des difficultés économiques et régionales plus graves que lorsque le premier ministre a été élu pour la première fois ou même par la suite, on comprend que bien des gens deviennent cyniques de voir que l'on prend tout ce temps pour discuter et examiner la constitution à ce moment-ci de notre histoire, car un grand nombre d'entre eux considère que c'est une question qui n'a jamais posé grand problème.

Si le premier ministre avait été conséquent autrefois dans ses actions et s'il avait essayé de réaliser quelque chose de solide, il aurait peut-être maintenant le crédit nécessaire pour mener à bien une entreprise aussi importante que la réforme constitutionnelle. Ce que je veux dire finalement, c'est que les gens aiment juger quelqu'un d'après ses réalisations avant de miser sur lui. Le gouvernement et le premier ministre actuels ont peu de réalisations à leur actif.

Même les ouvrages que le premier ministre a écrits avant de se lancer dans la politique sont suspects. Peu de gens à ma connaissance ont dit ou écrit des choses plus désobligeantes sur les hommes politiques de sa province natale que notre premier ministre dans ses années de jeunesse. Dans un essai intitulé «De quelques obstacles à la démocratie au Québec» auquel il est fait allusion dans l'ouvrage «La fédéralisme et la société canadienne française» et qui a été publié dans le *Canadian Journal of Economics and Political Science*, le premier ministre parlait de l'incompétence révoltante du député libéral moyen du Québec et écrivait:

Les stratèges du parti n'avaient qu'à dénicher un maître d'écurie acceptable—Laurier, Lapointe, Saint-Laurent—et les ânes domptés de l'arrière-ban ne manquaient pas de bien se conduire. Même le choix des députés des premières banquettes était très souvent louche.

C'est méprisable. Je doute que quelqu'un à la Chambre le croie, mais je me demande si le premier ministre est toujours de cet avis. J'espère que non, mais permettez-moi d'attirer l'attention de mes collègues à la Chambre sur un discours très intéressant que le premier ministre a prononcé le 19 mai 1967, alors qu'il était secrétaire parlementaire du premier ministre. Voici ce qu'il a dit à un club philanthropique de la circonscription fédérale de Mount Royal:

Les hommes politiques qui gaspillent leur temps et leur énergie à se plaindre de la constitution cherchent tout simplement à faire oublier qu'ils ne s'acquittent pas de leur tâche aussi bien qu'ils le devraient. Les véritables problèmes du Canada ne sont pas d'ordre constitutionnel; ils concernent la pénurie de logements, la cherté de la vie et d'autres questions sérieuses.

M. Epp: Qui a dit cela?

M. MacKay: Le premier ministre. Nous savons que les problèmes dont le premier ministre parlait en 1967 n'ont pas été réglés depuis, mais qu'ils ont empiré à cause de l'inertie

La constitution

pernicieuse dans laquelle il a plongé le pays. Dans ce même discours, dans sa circonscription, le premier ministre a ajouté ce qui suit:

Ceux qui blâment la constitution de tous leurs maux s'imaginent que les amendements constitutionnels vont à eux seuls opérer une sorte de miracle sur ce continent.

Peut-être que, déjà à ce moment-là, il «ironisait en diable», pour employer une de ses expressions récentes.

Don McGillivray, un analyste très reconnu revient sur les réalisations récentes du premier ministre dans la *Gazette de Montréal* du 15 janvier. Dans un article intitulé: «Pierre is 0 for 5 on Promises», il écrit:

Trudeau a dit que le gouvernement national qu'il dirigerait s'emploierait à réaliser les aspirations et le potentiel économique de chacune de nos provinces, qu'il bâtirait au lieu de détruire et qu'il ferait des années 80 une décennie de prospérité plutôt qu'une décennie de doute.

Un an plus tard, comme M. McGillivray le signale, c'est presque la guerre entre le gouvernement Trudeau et les provinces. Je n'énumérerai pas tous les autres échecs que relève M. McGillivray. Ceux qui le veulent peuvent lire l'article mais, soit dit en toute sincérité, j'accorde au très honorable député le mérite d'avoir enfin reconnu que notre Cour suprême doit pouvoir délibérer et se prononcer sur notre constitution. Lui refuser l'occasion de le faire aurait été non seulement un déni de justice fondamentale mais aussi l'anéantissement réel du travail historique accompli en rendant notre Cour suprême en matière de droit et en coupant le cordon ombilical qui reliait notre régime juridique au comité juridique du Conseil privé. C'est une décision sage et logique, et je respecte le premier ministre de l'avoir enfin reconnu.

La reconnaissance de la primauté de la règle du droit sur l'expérience et l'opportunisme politique a beaucoup contribué, à mon avis, à assainir l'atmosphère à la Chambre et dans le pays. C'est là une amélioration ou une concession dont il ne faut pas rougir. C'est une chose qui transcende l'interprétation juridique étroite de n'importe quelle constitution, une chose qui touche à l'âme même de la nation.

Il existe, toutefois, un autre aspect primordial, à mon avis: il sera difficile pour le Canada d'être uni et de se développer tant que ses provinces seront réparties par sa constitution en différentes catégories. Nos voisins du Sud ont eu un grand président, Abraham Lincoln, qui, à l'époque où il plaidait en faveur de l'abolition de l'esclavage, déclara que, même s'il ne s'attendait pas à ce qu'une nation divisée survive, il ne prévoyait pas non plus la chute de l'union. Il croyait que ce serait de deux choses l'une: ils seraient tous esclaves ou tous libres.

Comment huit provinces canadiennes pourraient-elles croire qu'elles participent intégralement à une fédération canadienne quand elles sont officiellement subordonnées à l'axe Québec-Ontario? Les députés conviendront, je crois, que ce serait plutôt difficile et dégradant. Ce n'est certes pas nécessaire. On perpétue ainsi la façon de penser du gouvernement libéral et des bureaucrates qui ne parlent du fédéralisme que pour la forme, mais qui sont en réalité des centralisateurs. Les Canadiens qui en ont assez, notamment dans l'Est et dans l'Ouest, devraient adopter le cri de ralliement suivant: le fédéralisme, oui, le centralisme, jamais.